

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
4 février 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 4 février 2003, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent  
du Ghana auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration sur la Côte d'Ivoire publiée par les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest à leur vingt-sixième sommet ordinaire, tenu à Dakar (Sénégal) le 31 janvier 2003 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Ghana  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(*Signé*) Nana **Effah-Apenteng**



**Annexe à la lettre datée du 4 février 2003, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Ghana  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration des chefs d'État et de gouvernement  
de la Communauté économique des États  
de l'Afrique de l'Ouest sur la Côte d'Ivoire**

1. Les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) à leur vingt-sixième sommet ordinaire, tenu à Dakar (Sénégal) le 31 janvier 2003, ont reçu le rapport sur les travaux du Groupe de contact de haut niveau de la CEDEAO sur la crise ivoirienne, présenté par le Président Gnassingbe Eyadema, Coordonnateur du Groupe de contact. Le Président Eyadema a informé ses collègues de la médiation menée par le Groupe de contact, qui a abouti à la signature des accords de cessez-le-feu avec les trois mouvements armés ivoiriens.
2. Les chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO ont exprimé leur gratitude au Président Eyadema pour les efforts qu'il avait déployés pour le retour de la paix en Côte d'Ivoire.
3. Ils ont écouté les rapports sur l'évolution de la situation en Côte d'Ivoire présentés par M. Seydou Diarra, Premier Ministre désigné dans le cadre de l'Accord de Marcoussis, M. Pascal Affi Nguessan, Premier Ministre, et M. Guillaume Soro, Secrétaire général du Mouvement patriotique de la Côte d'Ivoire, qui ont parlé au nom du Mouvement patriotique de la Côte d'Ivoire, du Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest et du Mouvement pour la justice et la paix.
4. Les chefs d'État et de gouvernement se sont déclarés profondément préoccupés par la durée de la crise ivoirienne. Ils ont réaffirmé la décision prise à Accra, le 29 septembre 2002, qui sanctionnait leur préférence pour un règlement pacifique de la crise. En conséquence, ils ont décidé d'appuyer sans réserve l'accord issu de la Table ronde sur la Côte d'Ivoire, tenue à Linas-Marcoussis du 15 au 24 janvier 2003. Ils ont invité toutes les parties concernées à unir leurs efforts aux fins de l'application intégrale de l'Accord de Marcoussis.
5. Les chefs d'État et de gouvernement ont décidé que la CEDEAO jouerait le rôle qui lui avait été assigné dans le cadre de l'Accord de Marcoussis. Ils ont lancé un appel pressant au Président Laurent Gbagbo lui demandant de ne ménager aucun effort pour mener le processus de paix à bonne fin.
6. Il se sont déclarés disposés à poursuivre leurs bons offices pour accélérer le retour de la paix en Côte d'Ivoire.
7. Ils ont affirmé leur soutien au Président légitime de la Côte d'Ivoire, M. Laurent Gbagbo. Ils ont décidé que le Groupe de contact de la CEDEAO, composé du Ghana, de la Guinée-Bissau, du Mali, du Niger, du Nigéria et du Togo, continuerait de surveiller et de faciliter l'application de l'Accord de Marcoussis. Il a été décidé d'élargir le Groupe de contact pour y inclure le Sénégal.
8. Les membres du Groupe de contact doivent se rendre à Abidjan (Côte d'Ivoire) le samedi 1er février 2003 pour s'entretenir de la situation actuelle du pays avec le Président Gbagbo.

9. Les chefs d'État et de gouvernement invitent tous les Ivoiriens à s'engager dans une sincère réconciliation nationale afin de conserver à leur pays son unité, sa force et sa prospérité. Il leur est demandé de faire preuve de mansuétude, de tolérance et de solidarité.

10. Les chefs d'État et de gouvernement ont exprimé leur profonde gratitude au Président de la République française, M. Jacques Chirac et à son Gouvernement pour l'aide apportée à la région en vue du règlement de la crise ivoirienne.

11. Ils ont pris acte de l'assistance de la communauté internationale.

12. Ils ont rendu un vibrant hommage à Maître Abdoulaye Wade, au Président Gnassingbe Eyadema, Coordonnateur du Groupe de contact de la CEDEAO et au Président Amadou Toumani Toure pour toute la mesure dans laquelle ils ont contribué et continuent de contribuer avec dévouement et compétence aux efforts de restauration de la paix en Côte d'Ivoire.

---